

## Avec le Nasdaq ou Francfort, la Bourse de Paris condamnée à un strapontin

publié le 01/04/2011 à 19:25



Le Palais Brongniart, ancien siège de la Bourse de Paris

afp.com/Didier Pallages

**PARIS - Que son futur propriétaire ait son siège à New York ou à Francfort, la Bourse de Paris semble condamnée à occuper un strapontin sur la scène financière internationale, aboutissement d'un lent déclin engagé depuis une dizaine d'années.**

NYSE Euronext, l'opérateur transatlantique qui gère la Bourse de New York (New York Stock Exchange) et celle de Paris, fait depuis vendredi l'objet d'une bataille boursière entre la Bourse de Francfort (Deutsche Börse) et l'autre grande bourse américaine, le Nasdaq associé à son petit concurrent ICE.

"A chaque nouvelle consolidation, le rôle de Paris s'amenuise. En cas de rapprochement avec Deutsche Börse ou avec le Nasdaq, elle sera perdante dans les deux cas", souligne Renaud Murail de chez Barclays Bourse.

Si la fusion avec Deutsche Börse était entérinée, le nouvel opérateur aura deux sièges, à New York et Francfort, abandonnant son quartier général parisien. Si l'option Nasdaq devait l'emporter, ce dernier a clairement dit que sa priorité était à la constitution d'un pôle boursier américain fort.

"La Bourse de Paris aura beaucoup moins son mot à dire, ce qui pose une question inquiétante: que reste-t-il de la puissance de frappe de la place financière parisienne au niveau mondial", interroge Christian Parisot, économiste chez Aurel.

Dans ce combat, engagé entre pôles financiers de la planète, le premier sang a coulé lors du rachat en 2007 d'Euronext (qui coiffe non seulement la bourse de Paris mais aussi celles d'Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) par le NYSE.

Depuis, *"le centre de décision n'a jamais été à Paris, mais à New York, malgré les dénégations des dirigeants"*, dit sur son blog Georges Ugeux, ancien vice-président de la Bourse de New York.

Paris, qui reste toute de même la quatrième place financière mondiale derrière New York, Londres et Tokyo, accumule plusieurs handicaps. Elle est notamment beaucoup moins attractive que Londres, Genève ou les places asiatiques en termes de rémunération et de fiscalité.

Depuis la crise, Londres est devenue encore plus nécessaire pour les banques d'investissement, entre autres parce que la majorité des *"hedge funds"* (fonds spéculatifs) y sont basés.

Une nouvelle fusion entre opérateurs boursiers ne devrait donc pas changer grand chose.

Cela va certes conduire à *"une nouvelle réduction des effectifs parisiens de NYSE Euronext et à une baisse des volumes de transactions, mais ceux-ci ont déjà été divisés par deux depuis les années 2000"*, dit M. Murail.

"A part cela que reste-t-il encore à perdre", ajoute-t-il.

Certains spécialistes avancent qu'un nouveau rapprochement avec les Etats-Unis pourrait être préférable à un mariage allemand.

La Bourse de Paris *"sera adossée à un groupe vraiment monstrueux et se retrouverait finalement moins marginalisée en Europe qu'avec Francfort alors qu'une union allemande l'aurait reléguée au rang de place provinciale"*, estime Jean-Louis Mourier de chez Aurel.

*"S'il y a un accord entre les américains et NYSE Euronext pour mettre en commun leurs clauses d'agrément (qui autorisent un investisseur à accéder à telle ou telle plate-forme boursière, NDLR), alors Paris pourra peut-être même obtenir quelques parts de marché supplémentaires"*, ajoute-t-il.

Enfin, selon M. Murail, *"la technologie de Nasdaq OMX, plus poussée que celle de Deutsche Börse, peut conduire à une baisse du coût des transactions et donc à une meilleure attractivité de NYSE Euronext par rapport aux plates-formes alternatives"*, ces nouvelles bourses tout électronique qui mènent une dure concurrence aux places traditionnelles.

Par AFP